

Faut-il détruire Bagdad ? Journal d'une guerre annoncée, Florence Kuntz

Pascal Boniface

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2003/3 n° 51 , PAGES 163G À 175G
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

ISBN 2130539896

DOI 10.3917/ris.051.0163g

Date de mise en ligne : 01/03/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2003-3-page-163g?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

EN LIBRAIRIE

Comptes rendus

PERSPECTIVES CRITIQUES

***Des crimes qu'on ne peut
ni punir ni pardonner.
Pour une justice internationale***

Antoine Garapon

L'idée d'une justice pénale internationale ne serait-elle qu'un fantasme, une aspiration à la fois légitime et naïve, propre à une scène internationale contemporaine à la recherche d'un nouvel ordre global qui tarde à se faire sentir ? Mais de quoi parle-t-on au juste ? De l'histoire d'une juridiction ou de la propagation d'une idée ? L'étroite fenêtre entrouverte au lendemain de la chute du mur de Berlin doit-elle être considérée comme close depuis les événements du 11 septembre 2001 ? Le sujet, protéiforme, mouvant, se plaît à se dérober à l'entendement. Antoine Garapon poursuit ici une réflexion, déjà engagée dans *Le gardien des promesses, le juge et la démocratie* (Paris, Odile Jacob, 1996, 281 p.), sur la nouvelle place de la justice dans les sociétés démocratiques. Le cadre de réflexion est désormais élargi à une configuration internationale, confronté à la situation extrême de la guerre et à la monstruosité des crimes de masse. Dès l'introduction, le lecteur est prévenu : point question ici de discuter philosophiquement de l'idée d'humanité, nulle historiographie de l'éclosion d'une justice pénale internationale, aucune analyse technique d'une jurisprudence pé-

nale humanitaire. L'enjeu est ailleurs : il s'agit de relire les rapports flous et mouvementés qu'entretiennent le droit, la morale et la politique.

L'idée, déjà ancienne, d'une justice pénale internationale s'endort durant la guerre froide, pour se réveiller après l'effondrement du bloc communiste. Quel sens donner à cette justice en cours de mondialisation ? A. Garapon procède, dans la première partie de l'ouvrage, à un examen critique des logiques antagonistes entourant la question. S'agit-il d'une victoire du droit et de la raison contre la barbarie, ou d'une justice de vainqueurs, idéologie moralisante et totalitaire en puissance ? Le processus est en cours, indissociablement lié au phénomène démocratique. Seule une relecture de la condition politique, « à la fois partie et englobante », peut permettre de dépasser la stérilité des antagonismes. C'est à une véritable résurrection de la condition politique de l'humanité, dans le sillage d'Hannah Arendt, qu'appelle A. Garapon. Le crime contre l'humanité est une transgression des fondements mêmes de la politique : « plus que l'homme, c'est le "droit d'avoir des droits", c'est-à-dire la possibilité de toute relation juridique que détruit le crime contre l'humanité » (p. 111).

La nature même des crimes appelés à être soumis à une justice pénale internationale entoure le procès d'attentes inédites. La deuxième partie de l'ouvrage

s'attache à relever les défis et les écueils (reconnaissance des victimes, publication des faits) d'un tel procès, conçu avant tout comme la mise en scène d'un nouveau lien politique. Mais alors, comment concilier la prétention à l'universalité, propre à cette justice, face à la diversité des situations ? Droit et puissance peuvent-ils s'accorder ? S'il est possible d'imaginer d'autres formes de justice que le procès pénal classique, il est nécessaire d'adapter cette justice à la diversité des situations politiques. « L'universel n'est plus seulement à chercher du côté du procès [...] pas plus que du côté d'une loi [...] mais d'une fonction : rendre possible une nouvelle coexistence, relancer les institutions » (p. 297). Dans un monde où seule la souveraineté étatique peut conjuguer droit et puissance, la fonction de la justice est de la responsabiliser tout en assurant sa continuité, de « séparer le principe de ses usages criminels ». De fait, la crédibilité d'une justice pénale internationale passe nécessairement par la prise en compte des spécificités des relations internationales.

À la lecture de l'ouvrage, lieux communs et réflexes ethnocentrés s'effritent au fur et à mesure qu'est dévoilée l'immensité de l'enjeu à travers le prisme de la condition politique. Reste qu'une histoire aussi déroutante que celle de la justice internationale ne saurait désormais faire l'économie d'une philosophie du droit digne de ce nom, capable d'articuler véritablement en son sein l'universel et le singulier.

Pierre ANOUILH

Doctorant à l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux

Paris, Odile Jacob, 2002, 348 p.

***Les enfants de Rifa'a.
Musulmans et modernes***

Guy Sorman

Le monde arabe est-il compatible avec la modernité et la démocratie ? C'est l'un des défis stratégiques ma-

jeurs que le monde doit relever. La difficulté de faire coïncider l'un et l'autre est perçue comme l'une des sources majeures d'instabilité stratégique. Cette incompatibilité est-elle irrémédiable ? Est-elle consubstantielle ? Faut-il dès lors imposer la modernité de l'extérieur ou renoncer à l'ensemble du monde arabe ? Guy Sorman, avec talent et précision, fait voler en éclats la plupart des préjugés les mieux partagés sur ce point. Oui, il existe des musulmans qui sont partisans de la démocratie, progressistes et qui combattent autant les fanatismes religieux que les idéologies totalitaires. Ils sont les alliés naturels du monde occidental mais, hélas, ce dernier ne les prend guère en compte et, par facilité, préfère traiter avec les dictateurs. G. Sorman a effectué une longue enquête dans de nombreux pays musulmans, prenant soin de ne pas se contenter de contacts officiels. Prenant en référence Rifa'a, Égyptien qui a modernisé son pays au XIX^e siècle en s'inspirant de la France, où il avait été envoyé, il décrit ses successeurs, sur lesquels nos espoirs doivent porter. Pour lui, l'intégrisme musulman se nourrit de l'échec des tentatives engagées depuis le début du XIX^e siècle pour rattraper l'Occident et réconcilier Islam et modernité. L'intégrisme n'est donc pas une idéologie du passé mais bien une idéologie moderne. S'il faut expliquer la régression du monde musulman à partir des années 1950, ce n'est pas dans le Coran qu'on le trouvera, mais dans la prise de pouvoir, à cette époque, par des nationalistes et des militaires. L'impérialisme de la fin du XIX^e siècle, le refus de la décolonisation en Algérie dans les années 1950, le soutien à Israël après 1967, l'assimilation du monde musulman au terrorisme après le 11 septembre 2001 – considère-t-on que Action directe ou l'Irish Republican Army (IRA) représentent l'Occident ? – et l'appui sans nuance aux despotes qui protègent les intérêts des Occidentaux sont, selon G. Sorman, les cinq tra-

hisons ressenties par les musulmans. L'islam en tant que tel ne peut pas expliquer les dictatures arabes, pas plus que les évangiles ne peuvent expliquer la dictature franquiste, celles des colonels grecs ou de Augusto Pinochet. Seule la démocratie et un développement économique doivent permettre de combattre la tentation totalitaire. Aider les régimes autoritaires au nom de la lutte contre les islamistes ne peut être que contre-productif. « Un milliard de musulmans ont en partage le Coran et l'absence de développement », écrit G. Sorman. « Il se trouve certes des musulmans prospères et des nations musulmanes enrichies, mais aucune d'entre celles-ci n'est véritablement développée, aucune ne bénéficie d'une économie diversifiée, dotée d'une vaste classe moyenne et en progression tenue. » À contre-courant des idées reçues, l'auteur estime que l'Arabie Saoudite est un État-nation qui a plutôt réussi : ce qui choque dans les exécutions qui y sont pratiquées est plus leur caractère public que leur nombre, puisqu'il n'y a pas d'exécution de masse comme en Syrie ou en Irak. La libéralisation des mœurs et des institutions s'y trouve bloquée parce que personne ne veut apparaître comme cédant aux pressions américaines. De plus, la monarchie accueille chaque année plusieurs millions de pèlerins, sans discrimination sectaire ni drame logistique.

G. Sorman nous offre un livre essentiel, qui est à la fois une réflexion particulièrement intelligente sur le sujet, mais offre également des pistes pour l'avenir, dont les commentateurs de l'actualité, aussi bien que les décideurs, auraient grand profit à s'inspirer.

Pascal BONIFACE

Paris, Fayard, 2003, 370 p.

La violence du monde

Jean Baudrillard,
Edgar Morin

Cet ouvrage concis réunit les extraits de deux conférences prononcées

par Jean Baudrillard et Edgar Morin lors des Jeudis de l'Institut du monde arabe (IMA), organisés à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Loin des analyses journalistiques et factuelles auxquelles se sont réduits la plupart des travaux consacrés au 11 septembre, les contributions de J. Baudrillard et E. Morin ont pour volonté affichée de dépasser le cadre des études traditionnelles et d'ouvrir la réflexion vers des dimensions inexplorées, ici symboliques et historiques, de ces événements. Inutile d'en attendre moins de la part de deux penseurs largement présentés – et cet ouvrage ne s'y soustrait pas – comme « inclassables », « singuliers », aux prises de positions « originales » censées fournir, avec le regard lucide du critique marginal, un éclairage singulier, là où le recul a tant fait défaut à l'analyse.

Intitulée « La violence du mondial », l'intervention de J. Baudrillard se focalise sur l'architecture du World Trade Center et la symbolique de son effondrement. Selon lui, « c'est l'un des édifices les plus prestigieux de New York qui a été détruit, et c'est une certaine architecture qui a été atteinte, en même temps que tout un système de valeur occidental, et un ordre du monde » (p. 11). De ce fait, comme « la violence du mondial passe aussi par l'architecture » (p. 14), les terroristes ont à la fois frappé l'un des centres névralgiques du système qu'ils combattent, en même temps que l'un de ses plus grands symboles architecturaux – symbole d'oppression à leurs yeux. Ainsi, « l'objet architectural a été détruit, mais c'est l'objet symbolique qui était visé et qu'on voulait anéantir » (p. 16). J. Baudrillard quitte ensuite le domaine de l'architecture pour glisser vers une problématique qui lui est chère : celle de la symbolique, de la réalité et de la virtualité des événements à l'ère médiatique. Après une démonstration maîtrisée, mais parfois obscure, l'auteur conclut que « n'importe quelle violence

traditionnelle, aujourd'hui, régénère le système, on le sait, pourvu qu'elle ait un sens. Seule menace le système, la violence symbolique, celle qui n'a pas de sens et ne porte aucune alternative idéologique. Or, le terrorisme ne porte en lui, c'est évident, aucune alternative idéologique ou politique » (p. 39). Le système se nourrit donc et nourrit le terrorisme « et il y a sans doute une raison profonde [à cela] : ce qui est insupportable, c'est moins le malheur, la souffrance ou la misère, que la puissance elle-même et son arrogance » (p. 40).

Précédée d'une courte présentation de François l'Yvonnet, l'intervention de E. Morin, intitulée « Au cœur de la crise planétaire », a pour ambition de replacer la notion de « mondialisation » dans une perspective historique et de penser les attentats du 11 septembre comme un de ses corollaires. Selon E. Morin, « la désintégration de la foi dans le progrès » (p. 53), phénomène majeur de la fin du xx^e siècle, se retrouve au fondement de nombreux « phénomènes régressifs » (p. 54) actuels, dont le terrorisme n'est qu'une des manifestations. La civilisation occidentale, considérée à tort comme « la » civilisation du fait de sa présence planétaire, serait porteuse d'une désillusion relative à l'échec patent de la transposition de son modèle économique et politique à toutes les sociétés de la planète. « Dès lors, si le progrès est mort, alors le futur est vain » (p. 55) et le recours à un passé mythique et aux idéologies radicales en est facilité. Au-delà, E. Morin déplore l'existence d'une seule « *world policy* », celle d'une « politique planétaire », sans « *world politics* », projet politique qui viendrait la légitimer. Ainsi, le développement technico-économique prôné par l'Occident génère une régression dans de nombreux domaines – comme la protection de la biosphère – que seule une solidarisation de la planète, à travers l'émergence d'une « société-monde » ou l'accroissement du pouvoir de l'Organisation des Nations unies (ONU), pourrait résoudre.

Selon E. Morin, nous serions donc à une période charnière de notre histoire : « Quand un système n'est pas capable de régler les problèmes qu'il rencontre, il n'a plus qu'à mourir, ou bien, et c'est ce qui arrive, il crée un méta-système, un système plus riche, plus puissant par une sorte de métamorphose. » (p. 70)

La qualité majeure de cet ouvrage est donc de proposer deux points de vues totalement différents et originaux sur les événements du 11 septembre 2001. Chez J. Baudrillard, la formule est brillante et accrocheuse, mais la démonstration reste superficielle, la faute à la fois au format de l'exposé – transcription d'une communication orale – mais aussi au caractère trop souvent péremptoire de sa pensée et à l'utilisation abusive d'analogies douteuses : « En les voyant s'effondrer d'elles-mêmes, comme par implosion, on avait l'impression qu'elles [les tours] se suicidaient, en réponse aux suicides des avions-suicides. » (p. 16) Reste que le point de vue catégorique, voire extrême, de J. Baudrillard a tout de même le mérite de susciter la réflexion et le débat, ce qui demeure une qualité indéniable. L'intervention de E. Morin, elle, se décline dans un autre registre et s'avère beaucoup plus normative, voire militante. Sans jamais relâcher son argumentaire, E. Morin emprunte avec pertinence des concepts à différentes disciplines – et notamment à la biologie –, ce qui éclaire son propos avec justesse et lui permet de formuler des approches intéressantes, bien qu'elles ne soient pas toutes inédites.

La combinaison particulière de ces deux auteurs fait donc de cet ouvrage l'exemple type de ce que peut être une lecture hétérodoxe et stimulante, sur un sujet saturé de commentaires.

Emmanuel PUIG

Doctorant à l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux

Paris, Le Félin / Institut du monde arabe, 2003, 89 p.

***La guerre asymétrique
ou la défaite du vainqueur***

Jacques Baud

Un « ouvrage original », peut-on lire en quatrième de couverture de l'étude de Jacques Baud, expert des questions de terrorisme et des services de renseignement, thèmes au sujet desquels il a déjà publié plusieurs ouvrages. Pourtant, à la lecture de celui-ci, aucune « originalité » ne semble en résulter, le principe de deux combattants de niveaux déséquilibrés étant, selon l'auteur lui-même, ancien. Notons à ce titre une erreur plutôt étonnante de par son caractère réducteur : le Moyen Âge a non seulement produit le principe de la guerre « épée-cuirasse », mais il l'a également mis à rude épreuve, notamment à l'occasion de la bataille d'Azincourt, merveilleux exemple de guerre asymétrique. Dès lors, considérer, comme le fait J. Baud, que l'asymétrie est née dans les années 1990 peut paraître étrange, d'autant que les exemples plus anciens foisonnent, surtout en matière de terrorisme. Serait-ce donc la prise de conscience de l'asymétrie qui daterait de 1993 ou 1995 ? Là encore, faut-il attendre les études américaines sur le sujet pour marquer le point de départ d'une prise de conscience ? Non, les parades à l'asymétrie sont nées avec elle ; à chaque nouvelle déroute ont succédé des manœuvres afin de ne plus commettre les mêmes erreurs. Charles VII n'a-t-il pas, aidé des frères Bureau, cherché à éviter la guerre de contact, en réponse aux tactiques de ses adversaires ? Et cela déjà au xv^e siècle ! Croire que l'asymétrie est un fait contemporain, c'est négliger Sun Tzu – dont certaines citations apparaissent pourtant dans l'ouvrage –, c'est oublier les 36 stratagèmes appliqués en Chine et nier Mao Zedong et Ho Chi Minh.

Le problème majeur tient ici au lien trop étroit entre asymétrie et terrorisme. L'influence américaine semble omniprésente, à tel point qu'elle oriente la réflexion vers des thèmes chers à Bruce

Hoffman et à John J. Arquilla, de la RAND, sur le « superterrorisme », et d'Anthony H. Cordesman, du Center for Strategic and International Studies (CSIS), sur ce qu'il appelle l'asymétrie, à savoir l'acquisition par des groupes terroristes d'armes de destruction massive. Mais ces chercheurs ont déjà publié leurs études, et reprendre leurs travaux sans les analyser n'a évidemment rien de bien original.

Certes, et l'auteur le rappelle justement, les terroristes font un usage permanent de techniques asymétriques pour parvenir à leurs fins. Mais sont-ils les seuls ? Les militaires serbes en ont fait de même pendant la campagne du Kosovo, et pourtant il ne s'agissait pas de groupes terroristes. Tout vient de la perception des objectifs fixés par le faible, qui ne sont pas nécessairement, comme l'annonce presque ironiquement le sous-titre, « la défaite du vainqueur ». Mao Zedong l'avait compris : l'asymétrie est avant tout une stratégie de survie et d'épuisement qui doit, pour permettre une victoire finale, laisser place à un affrontement plus classique, lors de la deuxième phase d'une vaste campagne.

Barthélémy COURMONT

Monaco, Éditions du Rocher, coll. « L'Art de la guerre », 2003, 212 p.

***Le mal-être juif.
Entre repli, assimilation
et manipulations***

Dominique Vidal

Dans ce livre dédié à son père, ancien déporté d'Auschwitz, Dominique Vidal dissèque les raisons du mal-être juif. Il parle d'une dépression collective qui amène à un repli identitaire, une radicalisation politique et un intégrisme religieux. Ce mal-être s'explique par l'impasse des conflits israélo-palestiniens et par la multiplication, depuis l'automne 2002, d'actes antisémites – cependant, même si la liste mêle e-mails anonymes et véritables agressions, n'est-

il pas quelque peu exagéré de parler, comme l'a fait Alain Finkelkraut, d'une année de cristal ? Selon D. Vidal, cette crise est aggravée par une crise d'identité, que l'on peut résumer par cette interrogation : « Qu'est-ce qu'être juif, à l'aube du XXI^e siècle ? » Mais, et c'est toute la démonstration du livre, à ces trois facteurs s'en ajoute un quatrième, qui consiste en une véritable campagne de manipulation des esprits ayant pour objectif de rattraper le terrain perdu par le gouvernement israélien dans l'opinion publique française. Il s'agit d'aligner la majeure partie de la communauté juive pour mieux peser sur les médias et les responsables politiques au nom d'une lutte de l'Occident, assiégé par l'Islam, pour la défense de la démocratie. Cette campagne est, selon l'auteur, malheureusement relayée par des intellectuels et des groupes issus de la gauche. L'auteur démontre alors que cette dernière ne sert ni les intérêts d'Israël, ni ceux des juifs français, ni même le combat contre l'antisémitisme.

Pascal BONIFACE

Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2003, 132 p.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

La nouvelle puissance américaine

Henry Kissinger

Le dernier livre de Henry Kissinger, paru aux États-Unis en 2001 sous le titre *Does America Need a Foreign Policy ? Toward a Diplomacy for the 21st Century*, est enfin disponible en langue française.

H. Kissinger s'est vu investi de tant de rôles qu'il est bon de se demander ici lequel d'entre eux a déterminé la conception de cet ouvrage. Avons-nous affaire à l'ancien professeur de science politique, spécialiste des relations internationales, qui enseignait à Harvard dès

les années 1950, connu comme l'un des plus éminents représentants de l'école réaliste et auteur remarqué de *A World Restored : Castelreagh, Metternich And the Restoration of Peace 1812-1822* (Boston, Mass., Houghton Mifflin, 1973) ? Ou bien à l'ancien conseiller du prince et grand commis de l'État, conseiller du président des États-Unis pour la sécurité nationale de 1969 à 1975 et secrétaire d'État des présidents Richard Nixon et Gerald Ford (1973-1976) ? Ou peut-être encore au très controversé prix Nobel de la paix 1973 ? À l'évidence, c'est le politique qui a cette fois-ci pris la plume. En effet, H. Kissinger nous propose ici un essai où – comme il est d'usage dans ce genre littéraire – ne manquent ni les arguments d'autorité et les spéculations prospectives, ni les propos normatifs, voire les truismes, et pas davantage les opinions communes érigées en conseils avisés, véritables recettes de bonne gouvernance, comme, par exemple, cette remarque : « Au lieu d'essayer de convaincre l'Inde et le Pakistan de renoncer à leurs programmes d'armement nucléaire, la politique américaine devrait au contraire essayer de les intégrer dans un système de modération nucléaire et d'apaiser les tensions en Asie du Sud. » (p. 174)

Ce texte – qui se tient à mille lieues de la richesse des nouveaux paradigmes d'analyse de la politique internationale – se présente comme une réflexion sur la politique étrangère américaine, au cours de laquelle l'auteur adopte un parti pris géopolitique et diplomatique-stratégique des plus conventionnels. Ainsi, ce livre de facture extrêmement classique se compose-t-il d'un premier chapitre qui disserte sur la puissance américaine et les défis qu'elle doit surmonter en tant qu'*hegemon*. Vient ensuite un chapitre consacré aux relations transatlantiques analysées en termes de partenariat conflictuel, puis trois autres correspondant respectivement au continent américain, à l'Asie et à une hypothétique zone Proche-Orient/Afrique, auxquels s'ajoute enfin une brève partie

traitant de la mondialisation : rien finalement que nous ne sachions déjà, tant H. Kissinger lui-même nous l'a si souvent répété. En réalité, c'est la dernière section intitulée « Paix et justice » qui apparaît comme la plus novatrice, du moins la plus inattendue. Ce grand praticien de la *Realpolitik* y défend ardemment le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, principe qui aurait, de nos jours, cédé la place à celui d'« intervention humanitaire » mais qui, selon lui, ne devrait se poser en priorité absolue de la politique étrangère américaine qu'à certaines conditions. À cet effet, il revient longuement sur les fondements de cette dernière – doctrine Monroe *versus* wilsonisme – pour fustiger « le nouvel interventionnisme » (p. 279) et l'intrusion de la morale dans la diplomatie américaine, ce qui mettrait si souvent à mal l'« intérêt national », l'équilibre des forces et donc la sécurité diplomatico-stratégique des États-Unis, autant de données chères à l'ensemble des réalistes. Il accorde enfin à la création de la Cour pénale internationale (CPI) des développements acérés qui ne manquent pas de pertinence, notamment lorsqu'il souligne les risques de « dérapage de la notion de juridiction universelle » qui pourrait être transformée « en instrument de guerre politique » grâce au procureur doté de « pouvoirs discrétionnaires sans responsabilité » (p. 312).

Écrite avant le 11 septembre 2001, cette contribution comprend une substantielle postface où l'ancien secrétaire d'État aborde un ensemble d'enjeux mondiaux tels que le terrorisme, l'Alliance atlantique face à l'Irak, le conflit israélo-palestinien ou encore les relations avec la Russie. En évoquant le processus de paix au Proche-Orient, H. Kissinger conclut son propos désenchanté sous la forme d'un avertissement qu'il souhaiterait sans doute voir pris en compte par les actuels dirigeants américains : « Il ne faut pas que ces chances soient gâchées parce que ceux qui ont la possibilité

d'imposer leurs vues ne sont pas à la hauteur de la situation... »

Joseph LAROCHE

Professeur de Science politique
Université Paris I - Panthéon-Sorbonne
Paris, Fayard, 2003, 386 p.

*Washington et le monde.
Dilemmes d'une superpuissance*

Pierre Hassner, Justin Vaisse

Connaître les mécanismes internes de la démocratie américaine permet de mieux comprendre les engagements de Washington sur les théâtres extérieurs. Dans un contexte post-11 septembre, marqué par une redéfinition de la politique étrangère et le principe de frappes préventives pour contrer les menaces émergentes, cela est d'autant plus essentiel. L'ouvrage de Pierre Hassner et de Justin Vaisse s'attarde sur les conditions dans lesquelles est formulée la politique étrangère, en présentant un état des lieux complet des courants de pensée, dont la caractéristique est de ne pas répondre au traditionnel clivage politique républicains/démocrates. Sur les questions de politique étrangère, il est ainsi plus approprié de parler de wilsoniens, qui, quelle que soit leur place sur l'échiquier politique, plaident en faveur d'un engagement de Washington sur la scène internationale au nom de valeurs démocratiques, et de réalistes, qui privilégient une gestion plus « classique » des relations extérieures. Les auteurs remarquent au passage que les débats sur ces questions, relayés par les nombreux *think tanks*, sont aujourd'hui surtout le fait des milieux dits « néoconservateurs », qui hésitent entre un rôle missionnaire des États-Unis et un repli sur soi. Le président George W. Bush lui-même semble partagé entre ces deux tentations. Il a ainsi remporté les élections, en 2000, après une campagne favorisant les questions de politique intérieure, avant de prôner, comme il le fait depuis les attentats du

11 septembre 2001, un engagement extérieur massif de Washington dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de l'implantation de la démocratie.

La réflexion des auteurs, illustrée par de nombreux documents d'experts ou de responsables politiques américains, s'attarde également sur le partenariat entre Washington et ses alliés, et sur les raisons justifiant une remise en question de cette relation. C'est notamment le cas de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui risque de faire les frais du repositionnement stratégique américain, à moins de se réformer en profondeur. Dès lors que l'« allié indispensable » juge obsolètes des structures héritées de la guerre froide, c'est le principe même de l'Alliance atlantique qui doit être repensé, ou disparaître pour laisser place à un nouveau paradigme illustré par les coalitions de circonstance.

L'ouvrage de P. Hassner et J. Vaisse est une étude rigoureuse et utile au lecteur français, qui croit souvent connaître Washington tout en restant insensible aux multiples courants de pensée qui s'opposent outre-Atlantique. Seule ombre au tableau : l'absence d'une analyse tout aussi rigoureuse sur le rôle du Congrès, l'étude s'intéressant davantage aux institutions exerçant une influence sur le pouvoir exécutif, en omettant parfois de développer les contradictions du législatif, où se retrouve pourtant appliquée au quotidien la formule de P. Hassner, « *think local, act global* ».

Barthélémy COURMONT

Paris, CERI/Autrement, 2003, 170 p.

***Faut-il détruire Bagdad ?
Journal d'une guerre annoncée***

Florence Kuntz

Dans ce petit livre vif et incisif publié avant la guerre en Irak, Florence Kuntz, députée souverainiste au Parlement européen, dénonce une guerre déjà jugée inévitable contre l'Irak. Au-delà des arguments officiels mis en avant par

l'Administration américaine, elle fustige le caractère idéologique de ce conflit. Dès le 11 septembre 2001, les « faucons » américains ont voulu punir l'Irak au même titre que les talibans afghans, afin de mettre définitivement sous contrôle une région vitale pour les États-Unis, au sein de laquelle l'Irak nationaliste représentait une dangereuse anomalie. Dès lors, l'assimilation de Saddam Hussein avec Oussama Ben Laden, fut-elle inexacte stratégiquement, devenait politiquement nécessaire. L'auteur élabore donc une rapide éphéméride allant de septembre 2001 à septembre 2002.

En conclusion, elle estime que se joue dans cette partie la crédibilité des démocraties à la fois dans leur capacité à s'unir contre l'hyperterrorisme religieux, mais également dans leur volonté de contenir l'hégémonisme américain. La guerre qu'elle dénonce, mais qu'elle sent inéluctable, serait à ses yeux une terrible victoire de O. Ben Laden.

Pascal BONIFACE

Monaco, Éditions du Rocher, coll. « Documents », 2003, 108 p.

***America is back.
Les nouveaux césars
du Pentagone***

Gérard Chaliand, Arnaud Blin

Le titre de cet ouvrage inquiète autant que la couverture, et nul ne peut savoir quelles sont les réelles intentions de cet aigle au regard perçant. En réalité, les auteurs ont préféré s'attarder sur les racines de la puissance américaine, afin de mieux décrypter quels étaient les repères pouvant servir à ceux qui décident aujourd'hui des orientations de Washington. Des pères fondateurs aux hommes politiques ayant laissé leur empreinte sur la relation des États-Unis avec le reste du monde, Gérard Chaliand et Arnaud Blin retracent l'histoire de la démocratie américaine pour tenter de comprendre la logique qui prévaut

chez les dirigeants actuels. Le résultat est concluant, accessible à un large public et pertinent.

De tous les ouvrages publiés sur les États-Unis depuis quelques mois – en grand nombre –, celui-ci a le mérite de ne pas succomber à la tentation de l'événementiel, préférant au contraire mettre en avant des tendances plus profondes. Cependant, l'ensemble aurait gagné en consistance avec davantage de rigueur scientifique, la question étant trop importante, et surtout peu sensible à l'actualité, pour être abordée à la légère. Ainsi, si de nombreuses interrogations sont justement formulées, le lecteur reste parfois sur sa faim, et les exemples manquent là où ils auraient, au contraire, permis d'apporter des éclairages utiles. Aux États-Unis, plusieurs chercheurs ont récemment publié des ouvrages cherchant à expliquer la formulation de la politique étrangère actuelle, en prenant appui sur des exemples de l'histoire américaine. Ce fut le cas de Walter R. Mead dans *Special Providence*, où sont étudiés les grands courants de pensée américains en matière de politique étrangère, et surtout où est exposée la façon de formuler cette dernière, et de la justifier devant l'opinion publique, celle-ci étant plus ou moins réceptive en fonction des circonstances. Joseph S. Nye ou Henry Kissinger ont eux aussi puisé dans l'histoire politique des États-Unis pour tenter de décrypter les débats actuels, et de comprendre quels sont les choix possibles. Mais dans chacun de ces ouvrages, la partie « descriptive » s'accompagne d'une réflexion sur la pertinence de ces « écoles de pensée » – comme chez G. Chaliand et A. Blin –, mais également de recommandations précises sur la voie qui devrait être suivie par Washington – ce qui, malheureusement, manque ici.

Barthélémy COURMONT

Paris, Bayard, coll. « Essais », 2003, 225 p.

***Dangereuse Amérique.
Chronique d'une guerre annoncée***

Noël Mamère, Patrick Farbiaz

Il est de bon ton aujourd'hui de dénoncer l'antiaméricanisme primaire qui sévirait dans de larges secteurs de l'opinion en France, notamment à gauche, et plus précisément chez les Verts. Candidat des Verts lors de la dernière élection présidentielle, Noël Mamère publie, avec son collaborateur Patrick Farbiaz, un livre qui va bien au-delà du pamphlet et qui, en dépit d'un style parfois rapide, est remarquablement documenté sur la politique internationale américaine. La critique de cette politique est certes sévère, mais au-delà de l'engagement politique des autorités, elle n'est pas basée sur des *a priori* idéologiques, mais bel et bien sur des arguments solides et étayés. C'est donc une contribution importante au débat sur les États-Unis qui nous est fournie dans ce livre.

Car si N. Mamère et P. Farbiaz prennent parti, ils le font à partir d'une analyse serrée et avec des arguments qu'il est difficile de balayer d'un revers de la main. Ils dénoncent un bonapartisme américain, le 11 septembre faisant office de coup d'État du 18 brumaire et permettant de tirer un trait sur une arrivée au pouvoir contestée. De même que Bonaparte pouvait faire régner l'ordre intérieur grâce à ses victoires, les néo-conservateurs américains entérinent un recul important des libertés fondamentales aux États-Unis grâce à la mobilisation autour d'un programme de politique internationale. De même qu'il y a deux siècles, les princes des cours européennes vaincus par Napoléon adoptaient les usages français, les peuples se soumettent aujourd'hui à l'américanisation du monde. Comme lors de l'assassinat du duc d'Enghien, le complot terroriste est le prétexte qui permet de dépasser les clivages entre modérés et radicaux. Au-delà de ce clin d'œil, les auteurs démontent méthodiquement

l'influence des lobbies pétroliers, pro-israéliens et militaro-industriels, ainsi que celui des fondamentalistes religieux et dénoncent une militarisation de la nouvelle économie qui repose sur un étroit maillage entre les secteurs de l'énergie, des technologies de l'information et de la défense.

Pascal BONIFACE

Paris, Ramsay, coll. « Documentaires », 2003, 168 p.

GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE

Europäisierung der österreichischen Politik ? Konsequenzen der EU-Mitgliedschaft

*Sous la direction de Heinrich Neisser
et Sonja Puntscher Riekmann*

L'ouvrage, intitulé *L'eupéanisation de la politique autrichienne ? Conséquences de l'adhésion à l'UE* et dirigé par deux politologues d'Innsbruck et de Salzbourg, propose de tracer un bilan des sept premières années de l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne (UE). Les seize auteurs produisent des contributions denses, accompagnées de tableaux statistiques, de documents divers et de bibliographies très complètes. L'Autriche a-t-elle changé ? Les conclusions oscillent, logiquement, entre le changement et la continuité. C'est le fédéralisme autrichien qui est concerné en premier lieu par un effet évolutif et, comme en République fédérale d'Allemagne (RFA), la tendance du gouvernement fédéral est à la « centralisation », ce qui pousse les *Länder* autrichiens, jaloux de leur autonomie et de leurs compétences, à peser de tout leur poids dans le débat européen, afin que soit affirmé le principe de subsidiarité.

Les auteurs mettent en relief le fort sentiment de fierté nationale qui explique le regard ambivalent qu'un grand nombre d'Autrichiens, à l'exception de l'élite politique, portent sur l'UE. L'Autriche est, en effet, un État na-

tional récent – le traité d'État qui lui accorde indépendance et souveraineté date de 1955 – dont la « neutralité permanente » est un élément d'identification nationale essentiel. Elle a du mal à accepter « l'ingérence » des partenaires européens dans ses affaires intérieures. Ainsi, les sanctions prises par les Quatorze à son encontre, suite à l'avènement de la coalition gouvernementale entre conservateurs du parti populaire (ÖVP) et populistes du parti libéral (FPÖ), de février à septembre 2000, ont été très mal perçues par l'ensemble de la population. En matière de politique étrangère et de sécurité, cette attitude se traduit, selon le politologue Otmar Höll, par un « scénario du *statu quo* », à savoir une politique étrangère qui suscite des questionnements influant sur la politique intérieure. La position du FPÖ vis-à-vis de l'UE brouille par ailleurs une lecture de la politique gouvernementale. Malgré l'apprentissage des affaires internationales, le FPÖ – fortement influencé par les thèses extrémistes de Jörg Haider – reste fondamentalement « sceptique » envers l'intégration européenne et adopte, de manière constante, une « attitude de rejet » à l'égard de l'élargissement de l'UE, alors que le chancelier, Wolfgang Schäussel, est un partisan de l'Europe élargie. Vienne bénéficie pourtant, bien plus que Berlin, d'une véritable image de « centre de compétence pour l'Est », le commerce extérieur autrichien en direction des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ayant quadruplé entre 1989 et 2000 et la part de l'Autriche dans les investissements directs étrangers dans ces pays s'élevant à 6,8 %. Les auteurs n'ont pas pu prendre en considération la victoire écrasante de l'ÖVP aux élections anticipées de novembre 2002, mais ils auraient vraisemblablement pointé l'ambiguïté qui perdure dans le pays : alors qu'une majorité d'Autrichiens ne souhaitait pas la reconduction de la coalition, l'ÖVP gouverne à nouveau, depuis mars 2003, avec le FPÖ.

Ces contradictions s'expliquent, selon l'historien Günter Bischof, par le fait

que l'Autriche semble « incapable de surmonter son passé sans l'oublier ». Les blocages multiples au niveau gouvernemental résultant de la présence du FPÖ ternissent finalement l'image de l'Autriche sur les plans européen et international.

Stephan MARTENS

Vienne, Universitätsverlag, 2002,
428 p.

***Germany's New Foreign Policy.
Decision-Making
in an Interdependent World
(New Perspectives
in German Studies)***

Sous la direction de Wolf-Dieter Eberwein et Karl Kaiser

L'ouvrage est un condensé des quatre tomes de *Deutschlands neue Außenpolitik* [La nouvelle politique étrangère de l'Allemagne], publiés entre 1992 et 1998 par la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP) de Berlin, le plus prestigieux centre de recherche allemand sur la politique étrangère, dirigé par le politologue Karl Kaiser. Nous avons rendu compte de ces ouvrages dans *La revue internationale et stratégique*, n° 35. Certes, les contraintes de l'édition ont conduit les auteurs à émonder leur appareil scientifique et à en réduire le volume, mais les adaptations n'ont altéré en rien leur propos initial. L'avantage principal de l'édition présente est d'être accessible à un public anglophone, donc plus vaste. Elle s'articule autour de thématiques majeures : les institutions fédérales et leur implication en politique étrangère, les fondements de la politique de sécurité de l'Allemagne – notamment le multilatéralisme –, mais aussi les incidences de la mondialisation sur sa politique économique et celle de l'environnement, une large partie étant consacrée aux interactions entre le système politique, la société et la politique étrangère. Les auteurs mettent en relief certaines spécificités allemandes, notamment le rôle des *Länder* ou l'implication des fondations politiques en matière de politique

européenne et internationale. L'ouvrage reste une référence car, tout en étant technique, il aborde de manière lisible les différents aspects des « mécanismes » de prise de décision des acteurs politico-économiques allemands en matière de politique étrangère, tout en accordant une juste place aux profonds bouleversements sur la scène mondiale. Il est paradoxal qu'à l'heure de la dynamique retrouvée de l'entente franco-allemande, aucun éditeur français n'ait l'intention de procéder à une publication en langue française d'un tel ouvrage, qui permettrait sans aucun doute de mieux comprendre le fonctionnement et la mentalité de ceux qui, outre-Rhin, s'investissent dans le domaine de la politique internationale.

Stephan MARTENS

New York, Palgrave, 2001, 326 p.

ENJEUX ÉCONOMIQUES

***Civilisations, globalisation, guerre.
Discours d'économistes***

Sous la direction de Jacques Fontanel

La collection « Débats » des Presses universitaires de Grenoble livre sur des sujets d'actualité les analyses de spécialistes reconnus dans leur domaine. L'ouvrage dirigé par Jacques Fontanel propose une réflexion sur la globalisation, la guerre et la paix en économie. Ce recueil se veut un appel à une réflexion élargie sur les questions de ce monde et les relations internationales. Dès l'introduction, J. Fontanel rappelle qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, les économistes étaient aussi des philosophes, intégrant tant les questions économiques que politiques ou culturelles et, fait suffisamment rare pour être souligné, parmi les contributions, trois prix Nobel d'économie présentent leur point de vue sur le sujet.

Pour les économistes libéraux, le développement du commerce international est un facteur de paix car en créant des interdépendances entre les pays, il accroît le coût de la guerre, favorise le

développement et donc le désarmement ; mais aussi parce qu'il limite le rôle économique des États, donc les guerres (Kenneth Arrow, Lawrence Klein). Les économistes marxistes, au contraire, ont toujours soutenu l'idée que la lutte des classes, caractéristique endémique du capitalisme, est un facteur de tensions internationales et de domination. Bien que relativement peu écoutés en Amérique du Nord, ils ont ouvert la voie à une réflexion sur la place et le rôle de l'État dans la préservation des valeurs collectives que sont la paix (Jurgen Brauer), la sécurité ou le développement, mais aussi sur une analyse plus critique de la globalisation (Claude Courlet, J. Fontanel) et de la nature des relations entre les nations (Amartya Sen).

A. Sen, prix Nobel indien d'économie, s'oppose fermement à « la thèse long-temps populaire sous une forme rudimentaire » du « choc des civilisations », interprétation de l'histoire, des cultures et des relations internationales qu'il juge erronée et dangereuse. Dans leur analyse de l'avenir de « l'empire américain », J. Fontanel et Fanny Coulomb reprennent le thème récurrent du déclin des empires et, partant de l'exemple soviétique, observent que « la puissance militaire érode la puissance économique ». Pourtant, les faits semblent démentir cette thèse lorsqu'elle est appliquée aux États-Unis, pays dont l'hégémonie incontestée lui permet de tirer le meilleur parti de ses forces mais aussi, peut-être, de certaines de ses faiblesses. K. Arrow rappelle que la globalisation est un processus inéluctable très ancien qui dépasse largement le seul cadre économique et que l'erreur serait de ne pas traiter les effets pervers qui peuvent en découler. C. Courlet et J. Fontanel partent de cette idée pour souligner toute l'ambiguïté de ce processus, dominé par des valeurs marchandes alors que le « bien-être », fondement de la pensée économique, devrait intégrer des concepts plus larges et plus globaux tels la démocratie, le développement, la paix, l'environnement, etc.

Précisant la question de la paix justement, J. Brauer rappelle que c'est « le bien public par excellence ». Il détaille alors les imperfections économiques – externalités, imperfections des marchés, information imparfaite – qui y font obstacle. Tout bien collectif réclame une autorité centrale pour le gérer, voire l'imposer. Dans ce contexte, Nadège Alfred étudie le rôle de l'Organisation des Nations unies (ONU) dans les opérations de maintien de la paix (*peace keeping*), dont elle explicite les enjeux et les limites, tant en termes de consolidation de la paix que de coopération et de développement. Enfin, L. Klein conclue en regrettant la fin des dividendes de la paix et en craignant les conséquences macro-économiques de la nouvelle course aux armements engagée par les États-Unis.

Sylvie MATELLY

Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, coll. « Débats », 2003, 127 p.

Les économies en développement à l'heure de la régionalisation

Sous la direction de Philippe Hugon

La plupart des pays sont aujourd'hui impliqués dans au moins un processus d'intégration régionale. Et, alors que les enjeux de ces coopérations sont de mieux en mieux appréhendés, l'impact de ces processus sur leur développement économique reste encore difficile à cerner. L'ouvrage collectif *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, sous la direction de Philippe Hugon, propose de faire le point sur cette question. Il ne prétend pas donner une « méthode » idéale de coopération régionale pour le développement économique, ni même proposer des conclusions définitives quant aux processus en cours, mais permet de faire le point sur la question, ô combien actuelle, du développement et de la régionalisation dans le processus plus global de mondialisation. À cet égard, tant le choix méthodologique en deux parties distinctes que

la pluralité des points de vue exprimés dans cet ouvrage collectif mettent systématiquement en évidence la difficulté de l'analyse d'une régionalisation qui peut prendre des formes diverses allant d'une simple coopération sectorielle aux zones de libre-échange, et impliquer des pays aux structures politiques, économiques et sociales et aux niveaux de développement très différents.

La première partie propose un aperçu assez général de la question de la régionalisation autour de trois chapitres qui, certes, reprennent les problématiques classiques du sujet – régionalisation et mondialisation, aspects théoriques, avantages et coûts –, mais présentent l'avantage d'être pédagogiques, permettant ainsi au lecteur non averti de faire le point des connaissances et de la réflexion sur ces thèmes. De plus, en privilégiant l'étude de pays en développement, laissant une large place aux « régionalisations » africaines, l'analyse prend une dimension autant politique qu'économique, qui se distingue des autres ouvrages et études publiés sur le sujet : dans des pays dont la construction étatique diffère de l'histoire des États-nations occidentaux, l'intégration régionale et ses conséquences sont spécifiques. Elles dépendent tant de facteurs internes, institutionnels, sociaux ou économiques que de facteurs externes liés aux dépendances de ces pays envers les pays du Nord. Elles résultent également, dans un contexte de mondialisation et de déréglementation, de stratégies davantage privées, d'acteurs

économiques locaux ou internationaux : investisseurs, firmes multinationales, etc.

Dans cette logique d'analyse, la deuxième partie est plus précisément axée sur des zones d'intégration régionale de pays en développement ou émergents : Amérique du Sud, Asie et Afrique. Plusieurs idées y sont développées. Il apparaît par exemple que, d'un point de vue économique, la régionalisation n'est pas incompatible avec la mondialisation, bien au contraire, puisqu'elle tend à favoriser les échanges commerciaux et financiers entre les pays et avec le reste du monde. Toutefois, il semblerait que les enjeux de ce processus soient tout autant politiques et structurels qu'économiques : des pays trop différents, des imperfections de marché ou des distorsions politiques freinent la constitution de processus régionaux. C'est le cas des « régions » africaines par exemple. À l'inverse, la régionalisation peut également aider au développement des pays : le Vietnam a, semble-t-il, bénéficié des investissements directs étrangers en provenance des pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) lors de son entrée dans cette association. De ce dernier point de vue, la régionalisation apparaît, malgré tout, comme une alternative « coopérative » à une mondialisation souvent destructurante pour les pays en développement.

Sylvie MATELLY

Paris, Karthala, 2003, 336 p.